



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Α Θ Η Ν Α
30 ΜΑΪΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
78

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1444

Κύρωση των Ευρωπαϊκών Συμβάσεων α) «για την προστασία των ζώων στις εκτροφές» και β) «για την προστασία των προς σφαγή ζώων».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον.

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος οι Ευρωπαϊκές Συμβάσεις α) «για την προστασία των ζώων στις εκτροφές» και β) «για την προστασία των προς σφαγή ζώων», οι οποίες καταρτίσθηκαν από το Συμβούλιο της Ευρώπης και υπογράφηκαν από την Ελλάδα στο Στρασβούργο στις 10 Μαρτίου 1976 και στις 10 Μαΐου 1979, αντίστοιχα, κα. των οποίων τα κείμενα, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφρασή τους στην ελληνική, έχουν ως εξής:

COUNCIL
OF EUROPE
European Treaty Series
No. 87

CONSEIL
DE L'EUROPE
Série des Traités européennes
No. 87

EUROPEAN CONVENTION
FOR THE PROTECTION OF ANIMALS
KEPT FOR FARMING PURPOSES
CONVENTION EUROPÉENNE
SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX
DANS LES ÉLEVAGES
STRASBOURG, 10.III.1976

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter des dispositions communes pour protéger les animaux dans les élevages, en particulier dans les systèmes modernes d'élevage intensif,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Principes généraux

Article 1

La présente Convention s'applique à l'alimentation, aux soins et au logement des animaux, en particulier dans les systèmes modernes d'élevage intensif. Au sens de la présente Convention, on entend par « animaux » ceux qui sont élevés ou gardés pour la production de denrées alimentaires, de laine, de peaux, de fourrures ou à d'autres fins agricoles et par « systèmes modernes d'élevage intensif » ceux qui utilisent surtout des installations techniques exploitées principalement à l'aide de dispositifs automatiques.

Article 2

Chaque Partie Contractante donne effet aux principes de protection des animaux fixés dans la présente Convention aux articles 3 à 7.

Article 3

Tout animal doit bénéficier d'un logement, d'une alimentation et des soins qui — compte tenu de son espèce, de son degré de développement, d'adaptation et de domestication — sont appropriés à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 4

1. La liberté de mouvement propre à l'animal, compte tenu de son espèce et conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques, ne doit pas être entravée de manière à lui causer des souffrances ou des dommages inutiles.

2. Lorsqu'un animal est continuellement ou habituellement attaché, enchaîné ou maintenu, il doit lui être laissé un espace approprié à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 5

L'éclairage, la température, le degré d'humidité, la circulation d'air, l'aération du logement de l'animal et les autres conditions ambiantes telles que la concentration des gaz ou l'intensité du bruit, doivent — compte tenu de son espèce, de son degré de développement, d'adaptation et de domestication — être appropriés à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 6

Aucun animal ne doit être alimenté de telle sorte qu'il en résulte des souffrances ou des dommages inutiles et son alimentation ne doit pas contenir de substances qui puissent lui causer des souffrances ou des dommages inutiles.

Article 7

1. La condition et l'état de santé de l'animal doivent faire l'objet d'une inspection approfondie à des intervalles suffisants pour éviter des souffrances inutiles, soit au moins une fois par jour dans le cas d'animaux gardés dans des systèmes modernes d'élevage intensif.
2. Les installations techniques dans les systèmes modernes d'élevage intensif doivent faire l'objet, au moins une fois par jour, d'une inspection approfondie et tout défaut constaté doit être éliminé dans les délais les plus courts. Lorsqu'un défaut ne peut être éliminé sur le champ, toutes les mesures temporaires nécessaires pour préserver le bien-être des animaux doivent être prises immédiatement.

TITRE II

Dispositions détaillées pour la mise en œuvre

Article 8

1. Il est constitué, dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un Comité Permanent.
2. Toute Partie Contractante a le droit de désigner un représentant au Comité Permanent. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie Contractante à la Convention a le droit de se faire représenter au Comité par un observateur.
3. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoque le Comité Permanent chaque fois qu'il l'estime nécessaire et, en tout cas, si la majorité des représentants des Parties Contractantes ou le représentant de la Communauté Economique Européenne, elle-même Partie Contractante, en formulent la demande.
4. La majorité des représentants des Parties Contractantes constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité Permanent.
5. Le Comité Permanent prend ses décisions à la majorité des voix exprimées ; toutefois, l'unanimité des voix exprimées est exigée pour :
 - a. l'adoption des recommandations visées au paragraphe 1 de l'article 9 ;
 - b. la décision d'admettre des observateurs autres que ceux visés au paragraphe 2 du présent article ;
 - c. l'adoption du rapport visé à l'article 13, rapport qui, le cas échéant, fait état des opinions divergentes.
6. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité Permanent établit son règlement intérieur.

Article 9

1. Le Comité Permanent est chargé d'élaborer et d'adopter des recommandations aux Parties Contractantes contenant des dispositions détaillées en vue de l'application des principes énoncés au Titre I de la présente Convention ; ces dispositions doivent se fonder sur les connaissances scientifiques concernant les différentes espèces.
2. Aux fins de l'accomplissement de ses tâches telles que visées au paragraphe 1 du présent article, le Comité Permanent suit l'évolution de la recherche scientifique et des nouvelles méthodes en matière d'élevage.
3. Sauf si un délai plus long est fixé par le Comité Permanent, toute recommandation prend effet en tant que telle six mois après la date de son adoption par le Comité. A partir de la date à laquelle une recommandation prend effet, toute Partie Contractante doit, soit la mettre en

œuvre, soit informer le Comité Permanent par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des raisons pour lesquelles elle a décidé qu'elle n'est pas ou n'est plus en mesure de la mettre en œuvre.

4. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes ou la Communauté Economique Européenne, elle-même Partie Contractante, ont notifié conformément au paragraphe 3 du présent article, leur décision de ne pas mettre ou de ne plus mettre en œuvre une recommandation, cette recommandation cesse d'avoir effet.

Article 10

Le Comité Permanent facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté qui peut surgir entre Parties Contractantes concernant l'application de la présente Convention.

Article 11

Le Comité Permanent peut, à la demande d'une Partie Contractante, exprimer un avis consultatif sur toute question relative à la protection des animaux.

Article 12

En vue d'assister le Comité Permanent dans ses travaux, toute Partie Contractante peut désigner un ou plusieurs organes auxquels ce Comité peut demander des informations et des conseils. Les Parties Contractantes communiquent au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le nom et l'adresse desdits organes.

Article 13

Le Comité Permanent soumet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, à l'expiration de la troisième année après l'entrée en vigueur de la présente Convention et à l'expiration de chaque période ultérieure de trois ans un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention, en y incluant s'il l'estime nécessaire des propositions visant à amender la Convention.

TITRE III

Dispositions finales

Article 14

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à celle de la Communauté Economique Européenne. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de toute Partie signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera après la date visée au paragraphe 2 du présent article, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 15

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

Article 16

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée, au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 17 de la présente Convention.

Article 17

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 18

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à toute Partie Contractante non membre du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 14 et 15 ;
- d. toute recommandation visée au paragraphe 1 de l'article 9 et la date à laquelle elle prendra effet ;
- e. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 ;
- f. toute communication reçue en application des dispositions de l'article 12 ;
- g. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 16 ;
- h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 17 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 10th day of March 1976, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 10 mars 1976, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

For the Government
of the Republic of Austria :

Pour le Gouvernement
de la République d'Autriche :

For the Government
of the Kingdom of Belgium :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique :

For the Government
of the Republic of Cyprus :

Pour le Gouvernement
de la République de Chypre :

For the Government
of the Kingdom of Denmark :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark :
P. von der HUDE

For the Government
of the French Republic :

Pour le Gouvernement
de la République française :

For the Government
of the Federal Republic of Germany :

Pour le Gouvernement
de la République Fédérale d'Allemagne :

**For the Government
of the Hellenic Republic :**

**Pour le Gouvernement
de la République hellénique :**

**For the Government
of Malta :**

**Pour le Gouvernement
de Malte :**

**For the Government
of the Icelandic Republic :**

**Pour le Gouvernement
de la République islandaise :**

**For the Government
of the Kingdom of the Netherlands :**

**Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas**

**For the Government
of Ireland**

**Pour le Gouvernement
d'Irlande :**

**For the Government
of the Kingdom of Norway .**

**Pour le Gouvernement
du Royaume de Norvège :**

**For the Government
of the Italian Republic :**

**Pour le Gouvernement
de la République italienne :**

**For the Government
of the Kingdom of Sweden :**

**Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède :**

**For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg :**

**Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg :**

**For the Government
of the Swiss Confederation :**

**Pour le Gouvernement
de la Confédération suisse :**

For the Government
of the Turkish Republic :

Pour le Gouvernement
de la République turque :

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

Peter FOSTER

For the European
Economic Community :

Pour la Communauté
Economique Européenne :

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

Ευρωπαϊκή Σύμβαση 'Αρ. 87

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ

Περί προστασίας τών ζώων εις τας έκτροφάς.

Τά Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου τής Ευρώπης, πού υπογράφουν τή Σύμβαση αὐτή, θεωρώντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητό νά υἱοθετηθοῦν κοινές διατάξεις γιά νά προστατεύονται τά ζῶα στίς έκτροφές καί εἰδικότερα σέ έκτροφές σύγχρονων συστημάτων ἐντατικῆς έκτροφῆς, συμφώνησαν τά ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I

Γενικές 'Αρχές.

'Αρθρο 1.

'Η Σύμβαση αὐτή ἔχει ἐφαρμογή στή διατροφή, τίς περιποιήσεις καί τὸ κατάλυμα τών ζώων, εἰδικότερα δέ στά σύγχρονα συστήματα ἐντατικῆς έκτροφῆς. Κατά τήν ἔννοια τῆς Σύμβασης αὐτῆς μέ τόν ὄρο «ζῶα» ἐννοοῦνται ζῶα πού ἐκτρέφονται ἢ συντηροῦνται γιά τήν παραγωγή εἰδῶν διατροφῆς, ἐρίου, δερμάτων ἢ γουναρικῶν ἢ γιά ἄλλους γεωργικούς σκοπούς καί μέ τόν ὄρο «σύγχρονα συστήματα ἐντατικῆς έκτροφῆς» ἐννοοῦνται συστήματα τά ὁποῖα κατά κύριο λόγο χρησιμοποιοῦν προπαντός τεχνικές ἐγκαταστάσεις πού λειτουργοῦν μέ τή βοήθεια αὐτόματων μηχανικῶν συστημάτων.

'Αρθρο 2.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θέτει σέ ἰσχὺ τίς ἀρχές προστασίας τών ζώων πού ὀρίζονται στά ἄρθρα 3 - 7 τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

'Αρθρο 3.

Κάθε ζῶο δικαιούται ἓνα κατάλυμα, μία διατροφή καί φροντίδες οἱ ὁποῖες, ἐάν λάβουμε ὑπόψη τὸ εἶδος, τὸ βαθμὸ ἀνάπτυξης, προσαρμογῆς καί ἐξημέρωσης αὐτοῦ εἶναι οἱ κατάλληλες γιά τίς φυσιολογικές καί ἠθολογικές ἀνάγκες του σύμφωνα μέ τήν πείρα πού ἔχει ἀποκτηθεῖ καί τίς ἐπιστημονικές γνώσεις.

'Αρθρο 4.

1. 'Η φυσική ἐλευθερία κίνησης ἐνός ζώου, ἐάν λάβουμε ὑπόψη τὸ ζωολογικὸ εἶδος αὐτοῦ καί σύμφωνα μέ τήν ἀγνωρισμένη πείρα καί τίς ἐπιστημονικές γνώσεις, δέν θά περιορίζεται κατά τέτοιο τρόπο ὥστε νά προκαλεῖται σέ αὐτὸ ὄχι ἀναγκαῖος πόνος ἢ κάκωση.

2. 'Όσες φορές ἓνα ζῶο μένει δεμένο συνέχεια ἢ ἀπὸ συνήθεια δεμένο μέ ἀλυσίδες ἢ περιορισμένο, πρέπει νά παρέχεται σέ αὐτὸ χῶρος κατάλληλος γιά τίς φυσιολογικές καί ἠθολογικές ἀνάγκες του, σύμφωνα μέ τήν πείρα πού ἔχει ἀποκτηθεῖ καί τίς ἐπιστημονικές γνώσεις.

'Αρθρο 5.

'Ο φωτισμός, ἡ θερμοκρασία, ὁ βαθμὸς, ἡ ὑγρασία, ἡ κυκλοφορία τοῦ ἀέρα, ὁ ἐξερτισμός τοῦ καταλύματος τοῦ ζώου καί οἱ λοιπὸς συνθῆκες τοῦ περιβάλλοντος ὅπως ἡ πυκνότητα ἀερίων ἢ τὸ ἔντονο τῶν θορύβων (στὸν τόπο ὅπου ἓνα ζῶο στεγάζεται) ὀφείλουν -ἐάν ληφθεῖ ὑπόψη τὸ ζωολογικὸ εἶδος, ὁ βαθμὸς ἀνάπτυξης, προσαρμογῆς καί ἐξημέρωσης του- νά προσαρμόζονται μέ τίς φυσιολογικές καί ἠθολογικές ἀνάγκες του σύμφωνα μέ τήν πείρα πού ἔχει ἀποκτηθεῖ καί τίς ἐπιστημονικές γνώσεις.

'Αρθρο 6.

Κανένα ζῶο θά διατρέφεται κατά τρόπο, πού νά προκαλοῦνται πόνος ἢ ἄσκοπες κακώσεις καί ἡ τροφή δέν θά περιέχει ὅποιαδήποτε οὐσία, πού ἐνδέχεται νά προκαλεῖται πόνους ἢ ἄσκοπες κακώσεις.

'Αρθρο 7.

1. 'Η φυσική κατάσταση καί ἡ ὑγεία τῶν ζώων θά ἐλέγχονται προσεκτικὰ σέ κατάλληλα διαστήματα ὥστε νά ἀποφεύγονται οἱ ἄσκοποι πόνος καί προκειμένοι γιά ζῶα πού συντηροῦνται μέ σύγχρονα ἐντατικὰ κτηνοτροφικά συστήματα τουλάχιστο μιά φορά τὴν ἡμέρα.

2. 'Ο τεχνικός ἐξοπλισμός πού χρησιμοποιεῖται ἀπὸ σύγχρονα ἐντατικὰ κτηνοτροφικά συστήματα θά ἐπιθεωρεῖται προσεκτικὰ τουλάχιστο μιά φορά τὴν ἡμέρα καί ὅποιαδήποτε βλάβη πού ἀνακαλύπτεται θά ἀποκαθίσταται μέ τὴ μικρότερη δυνατὴ καθυστέρηση. 'Όσες φορές κάποια βλάβη δέν μπορεῖ νά ἀποκατασταθεῖ ἀμέσως, ὅλα τὰ προσωρινὰ μέτρα τὰ ἀπαραίτητα γιά τὴν προστασία τῆς ἀνετῆς ζωῆς τῶν ζώων πρέπει νά λαμβάνονται ἀμέσως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II

Λεπτομερεῖς διατάξεις ἐφαρμογῆς.

'Αρθρο 8.

1. Μέσα σέ ἓνα ἔτος ἀπὸ τὴ θέση σέ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς θά συσταθεῖ Μόνιμη 'Επιτροπὴ.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θά ἔχει τὸ δικαίωμα νά διορίσει ἓναν ἀντιπρόσωπο στή Μόνιμη 'Επιτροπὴ.

'Όποιοδήποτε Κράτος μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Ευρώπης πού δέν εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος τῆς Σύμβασης θά ἔχει τὸ δικαίωμα νά ἀντιπροσωπεύεται στήν 'Επιτροπὴ ἀπὸ ἓναν παρατηρητὴ.

3. 'Ο Γενικός Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Ευρώπης συγκαλεῖ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ ὅσες φορές τὸ θεωρεῖ ἀπαραίτητο καί σέ κάθε περίπτωση, ἐάν ἡ πλειοψηφία τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Ευρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος πού εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος διατυπώσει σχετικὴ αἴτηση.

4. 'Η πλειοψηφία τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀποτελεῖ τὴν ἀναγκαῖα ἀπάρτεια γιά τὴ διεξαγωγή συνεδρίασης τῆς Μόνιμης 'Επιτροπῆς.

5. 'Η Μόνιμη 'Επιτροπὴ θά παίρνει τίς ἀποφάσεις τῆς μέ πλειοψηφία αὐτῶν πού πῆραν μέρος στήν ψηφοφορία, ἀπαιτεῖται ὁμως παμψηφία γιά :

α) Τὴν υἱοθέτηση τῶν συστάσεων πού περιέχονται στήν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 9.

β) τὴν ἀπόφαση νά γίνουν δεκτοὶ παρατηρητὲς ἐκτός ἀπὸ ἐκείνους πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ.

γ) τὴν υἱοθέτηση τῆς 'Εκθεσης πού ἀναφέρεται στὸ ἄρθρο 13, ἢ ὅποια, ἐάν τύχει περίσταση, περιλαμβάνει τίς διεστάμενες ἀπόψεις.

5. Μέ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἡ Μόνιμη 'Επιτροπὴ θά συντάξει τὸν 'Εσωτερικὸ Κανονισμὸ τῆς.

'Αρθρο 9.

1. 'Η Μόνιμη 'Επιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μέ τὴν ἐκπόνηση καί υἱοθέτηση τῶν συστάσεων πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, οἱ ὁποῖες περιέχουν λεπτομερεῖς διατάξεις γιά τὴν ἐφαρμογὴ τῶν ἀρχῶν πού περιέχονται στὸ Κεφάλαιο I τῆς Σύμβασης αὐτῆς. Οἱ διατάξεις αὐτὲς πρέπει νά βασίζονται σέ ἐπιστημονικές γνώσεις πού ἀφοροῦν τὰ διάφορα εἶδη ζώων.

2. Γιά τὸ σκοπὸ τῆς ἐκπλήρωσης τῶν ὑποχρεώσεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ, ἡ Μόνιμη 'Επιτροπὴ ὀφείλει νά ἀκολουθεῖ τίς ἐξελίξεις τῶν ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν καί νέες μεθόδους στὸν τομέα τῆς κτηνοτροφίας.

3. 'Εκτός ἐάν μεγαλύτερη περίοδος ἀποφασισθεῖ ἀπὸ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ, μιά Σύσταση θά θέτεται σέ ἰσχὺ σὰν τέτοια ἐξί μῆνες ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία τῆς υἱοθέτησής τῆς ἀπὸ τὴν 'Επιτροπὴ.

'Απὸ τὴν ἡμερομηνία πού μιά Σύσταση θεθεῖ σέ ἰσχὺ, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ὀφείλει εἶτε νά τὴν πραγματοποιήσει εἶτε νά ἐνημερώσει τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ μέ γνωστοποίηση πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς

Ευρώπης, για τους λόγους για τους οποίους αποφάσισε ότι δεν είναι σε θέση ή δεν είναι πλέον σε θέση να εφαρμόσει τη Σύσταση.

4. Εάν δύο ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη ή η Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα που είναι Συμβαλλόμενο Μέρος, γνωστοποιήσουν, σύμφωνα με την παράγραφο 3 του άρθρου αυτού την απόφασή τους να μην εφαρμόσουν ή να μην εφαρμόζουν πια μια σύσταση, ή σύσταση αυτή παύει να έχει ισχύ.

Άρθρο 10.

Η Μόνιμη Έπιτροπή θα κάνει χρήση των καλλίτερων προσπαθειών της για να διευκολύνει φιλική διευθέτηση οποιασδήποτε δυσκολίας που μπορεί να προκύψει μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών αναφορικά με την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής.

Άρθρο 11.

Η Μόνιμη Έπιτροπή μπορεί να διατυπώσει συμβουλευτική γνώμη επί οποιουδήποτε ζητήματος που αφορά την προστασία των ζώων, με αίτηση ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρο 12.

Με σκοπό τη συνδρομή της Μόνιμης Έπιτροπής στο έργο της,

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να υποδείξει ένα ή περισσότερα όργανα, από τα οποία η Μόνιμη Έπιτροπή μπορεί να ζητά πληροφορίες και συμβουλές. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ανακοινώνουν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης την ονομασία και διεύθυνση των οργάνων αυτών.

Άρθρο 13.

Η Μόνιμη Έπιτροπή υποβάλλει στην Έπιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης, στο τέλος του τρίτου έτους από τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης αυτής και στο τέλος κάθε μεταγενέστερης περιόδου τριών ετών, έκθεση για τις εργασίες της και τη λειτουργία της Σύμβασης που περιλαμβάνει, εάν θεωρήσει αυτό απαραίτητο, προτάσεις που αποβλέπουν στην τροποποίηση της Σύμβασης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

Τελικές Διατάξεις.

Άρθρο 14.

1. Η Σύμβαση είναι ανοικτή για υπογραφή από τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης καθώς και από την Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα. Αυτή θα υποκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η Σύμβαση αυτή θα τεθεί σε ισχύ έξι μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσης του τέταρτου εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ενός Κράτους μέλους του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ απέναντι κάθε Μέλους που υπογράφει, το οποίο θα την επικυρώσει, θα την αποδεχθεί ή θα την εγκρίνει μετά την ημερομηνία που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του άρθρου αυτού, έξι μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 15.

1. Μετά τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης αυτής, η Έπιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να καλέσει, με διαδικασία που θα κρίνει κατάλληλη, οποιαδήποτε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ενός

εγγράφου προσχώρησης, που θα αρχίσει να ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσής του.

Άρθρο 16.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να καθορίσει την εδαφική περιοχή ή τις περιοχές στις οποίες θα ισχύσει η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη ημερομηνία, να επεκτείνει την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε οποιαδήποτε άλλη εδαφική περιοχή που ορίζεται στη δήλωση και της οποίας εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις και για την οποία αυτό είναι εξουσιοδοτημένο να αναλαμβάνει υποχρεώσεις.

3. Οποιαδήποτε δήλωση, που γίνεται σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο, μπορεί να αποσυρθεί σε ό,τι αφορά οποιαδήποτε εδαφική περιοχή που αναφέρεται στη δήλωση αυτή σύμφωνα με τη διαδικασία που ορίζει το άρθρο 17 της Σύμβασης αυτής.

Άρθρο 17.

1. Οποιαδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, σε ό,τι το αφορά, να καταγγείλει τη Σύμβαση αυτή απευθύνοντας γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 18.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί στα Κράτη μέλη του Συμβουλίου και σε οποιαδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μη μέλος του Συμβουλίου :

α) οποιαδήποτε υπογραφή.

β) οποιαδήποτε κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

γ) οποιαδήποτε ημερομηνία θέσης σε ισχύ της Σύμβασης αυτής σύμφωνα προς τα άρθρα 14 και 15 αυτής.

δ) οποιαδήποτε Σύσταση του είδους που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του άρθρου 9 και την ημερομηνία κατά την οποία αυτή θέτεται σε ισχύ.

ε) οποιαδήποτε γνωστοποίηση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του άρθρου 9.

στ) οποιαδήποτε κοινοποίηση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 12.

ζ) οποιαδήποτε δήλωση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου 16.

η) οποιαδήποτε γνωστοποίηση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 17 και την ημερομηνία κατά την οποία η καταγγελία θέτεται σε ισχύ.

Σε πίστωση των οποίων, οι υπογεγραμμένοι, έχοντας όπως πρέπει εξουσιοδοτηθεί για αυτό, υπογράψαμε τη Σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο σήμερα τή 10 Μαρτίου 1976, στην Αγγλική και στη Γαλλική και των δύο κειμένων θεωρουμένων αυθεντικών, σε ένα αντίτυπο που θα κατατεθεί στο Αρχείο του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα διαβιβάσει κυρωμένο αντίγραφο σε καθένα από τα Μέρη που υπογράφει και προσχωρεί στη Σύμβαση.

Για την Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Αὐστρίας.
 Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Κυπριακῆς Δημοκρατίας.
 Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας.

P. VON DER HUDE

Για την Κυβέρνηση τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς
 Γερμανίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Ἰρλανδίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας.

Για την Κυβέρνηση τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμ-
 βούργου.

Για την Κυβέρνηση τῆς Μάλτας.
 Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν.
 Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας.
 Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.
 Για την Κυβέρνηση τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας.
 Για την Κυβέρνηση τοῦ Ἐνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγά-
 λης Βρετανίας καὶ τῆς Βόρειας Ἰρλανδίας.

PETER FOSTER

Για την Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα.

COUNCIL
OF EUROPE

CONSEIL
DE L'EUROPE

EUROPEAN CONVENTION
FOR THE PROTECTION OF ANIMALS FOR
SLAUGHTER

CONVENTION EUROPÉENNE
SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX
D'ABATTAGE

STRASBOURG
Provisional Edition
Edition provisoire

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il est opportun d'assurer la protection des animaux destinés à l'abattage ;

Considérant que les méthodes d'abattage épargnant aux animaux des souffrances et des douleurs dans la mesure du possible doivent être d'application uniforme dans leurs pays ;

Considérant que la crainte, l'angoisse, les douleurs et les souffrances d'un animal lors de l'abattage risquent d'influencer la qualité de la viande,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Principes généraux

Article 1

1. La présente Convention s'applique à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement et à l'abattage des animaux domestiques appartenant aux espèces suivantes : solipèdes, ruminants, porcins, lapins et volailles.

2. Au sens de la présente Convention, on entend par :

Abattoir : Tout établissement ou installation sous contrôle sanitaire, conçu pour la réalisation des opérations professionnelles d'abattage d'animaux en vue d'obtenir des denrées destinées à la consommation publique ou de mise à mort d'animaux pour tout autre motif ;

Acheminement : Le fait de décharger ou de conduire un animal des quais de débarquement, ou des locaux de stabulation ou des parcs de l'abattoir jusqu'aux locaux ou emplacements d'abattage ;

Hébergement : Le fait de détenir un animal pour lui prodiguer les soins nécessaires avant son abattage (abreuvement, nourriture, repos) dans les locaux de stabulation, les parcs ou les emplacements couverts de l'abattoir ;

Immobilisation : L'application à un animal de tout procédé conforme aux dispositions de la présente Convention pour limiter ses mouvements en vue de faciliter l'étourdissement ou l'abattage ;

Étourdissement : Tout procédé conforme aux dispositions de la présente Convention qui, lorsqu'il est appliqué à un animal le plonge dans un état d'inconscience où il est maintenu jusqu'à l'intervention de la mort. Lors de l'étourdissement, il faut exclure en tout état de cause toute souffrance évitable aux animaux.

Abattage : Le fait de mettre à mort un animal après immobilisation, étourdissement et saignée sauf exceptions prévues au Chapitre III de la présente Convention.

Article 2

1. Chaque Partie Contractante prend les mesures nécessaires afin d'assurer l'application effective des dispositions de la présente Convention.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte à la faculté des Parties Contractantes d'adopter des règles plus strictes visant la protection des animaux.

3. Chaque Partie Contractante veille à ce que la conception, la construction et les aménagements des abattoirs ainsi que leur fonctionnement assurent les conditions appropriées prévues par la présente Convention afin d'éviter, dans toute la mesure du possible, de provoquer des excitations, des douleurs ou des souffrances aux animaux.

4. Chaque Partie Contractante veille à épargner aux animaux abattus dans les abattoirs ou hors de ceux-ci toute douleur ou souffrance évitable.

CHAPITRE II

Livraison des animaux aux abattoirs et hébergement de ceux-ci jusqu'à leur abattage

Article 3

1. Les animaux doivent être déchargés aussitôt que possible. Pendant les attentes dans les moyens de transport, ils doivent être à l'abri d'influences climatiques extrêmes et bénéficier d'une aération appropriée.

2. Le personnel commis à l'acheminement et à l'hébergement des animaux doit avoir les connaissances et capacités requises et respecter les exigences énoncées dans la présente Convention.

Section I

Acheminement des animaux dans l'enceinte des abattoirs

Article 4

1. Les animaux doivent être déchargés et acheminés avec ménagement.

2. Un équipement approprié tel que ponts, rampes ou passerelles doit être utilisé pour le déchargement des animaux. Cet équipement doit être pourvu d'un plancher non glissant et, si nécessaire, d'une protection latérale. Les ponts, rampes et passerelles doivent être aussi peu inclinés que possible.

3. Les animaux ne doivent être ni apeurés ni excités. Il faut en tout cas veiller à ce que les animaux ne soient pas versés et ne puissent pas tomber des ponts, rampes ou passerelles. Il est en particulier interdit de soulever les animaux par la tête, par les pattes ou par la queue d'une manière qui leur cause des douleurs ou des souffrances.

4. Si nécessaire, les animaux doivent être menés individuellement ; s'ils sont déplacés en empruntant des couloirs, ceux-ci doivent être conçus de façon que les animaux ne puissent pas se blesser.

Article 5

1. Les animaux doivent être déplacés en utilisant leur nature grégaire. Les instruments destinés à diriger les animaux ne doivent être utilisés qu'à cette fin et seulement pendant de courts moments. Il est notamment interdit de frapper les animaux sur des parties du corps particulièrement sensibles ou de les pousser en touchant de telles parties. Les appareils à décharge électrique ne peuvent être utilisés que pour les bovins et les porcins, à condition que les décharges ne durent pas plus de deux secondes, qu'elles soient suffisamment espacées et que les animaux disposent de l'espace nécessaire pour se déplacer ; les décharges ne doivent être appliquées que sur la musculature appropriée.

2. Il est interdit d'écraser, de tordre, voire de casser la queue des animaux ou de les saisir aux yeux. Les coups appliqués sans ménagement, notamment les coups de pied, sont interdits.

3. Les cages, paniers ou caissons contenant des animaux doivent être manipulés avec ménagement ; il est interdit de les lancer à terre ou de les renverser.

4. Les animaux livrés dans des cages, paniers ou caissons à fond perforé ou souple doivent être déchargés avec un soin particulier pour éviter que les extrémités des animaux ne soient blessées. Le cas échéant, les animaux doivent être déchargés individuellement.

Article 6

1. Les animaux ne doivent être acheminés vers les locaux d'abattage que si leur abattage peut y être pratiqué aussitôt.

2. Si les animaux ne sont pas abattus immédiatement après leur arrivée, ils doivent être hébergés.

Section II

Hébergement des animaux

Article 7

1. Les animaux doivent être gardés à l'abri des influences météorologiques ou climatiques défavorables. Les abattoirs doivent disposer d'installations suffisantes pour la stabulation ou le parcage des animaux comportant une protection contre les intempéries.

2. Le sol des lieux de déchargement, de passage, de stationnement ou d'hébergement des animaux ne doit pas être glissant. Il doit pouvoir être nettoyé et désinfecté et permettre l'écoulement total des liquides.

3. Les abattoirs doivent disposer d'emplacements couverts comportant des dispositifs d'attache avec mangeoires et abreuvoirs.

4. Si des animaux sont obligés de passer la nuit à l'abattoir, ils doivent être hébergés et si nécessaire attachés, en leur ménageant la possibilité de se coucher.

5. Les animaux naturellement hostiles entre eux en raison de leur espèce, de leur sexe, de leur âge ou de leur origine doivent être séparés.

6. Si les animaux ont été transportés dans des cages, paniers ou caissons, ils doivent être abattus aussitôt que possible ; sinon ils doivent recevoir abreuvement et nourriture, conformément aux dispositions de l'article 8.

7. Si les animaux ont été soumis à des températures élevées par temps humide, il faut veiller à leur rafraîchissement.

8. Lorsque les conditions climatiques l'exigent (par exemple forte humidité, basses températures), les animaux doivent être mis en stabulation. Les étables doivent être aérées. Pendant l'affouragement, les étables doivent être suffisamment éclairées.

Section III

Soins aux animaux

Article 8

1. De l'eau doit être mise à la disposition des animaux, à moins qu'ils ne soient conduits dans les locaux d'abattage aussitôt que possible.

2. A l'exception de ceux qui seront abattus dans les douze heures qui suivent leur arrivée, les animaux doivent être modérément affouragés et abreuvés à intervalles appropriés.

3. Si les animaux ne sont pas à l'attache, ils doivent disposer de mangeoires leur permettant de s'alimenter sans perturbation.

Article 9

1. La condition et l'état de santé des animaux doivent faire l'objet d'une inspection au moins chaque matin et chaque soir.

2. Les animaux malades, affaiblis ou blessés doivent être immédiatement abattus. Si l'abattage immédiat n'est pas possible, ils doivent être séparés en vue d'être abattus.

Section IV

Autres dispositions

Article 10

Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions du Chapitre II de la présente Convention pour ce qui concerne les rennes.

Article 11

Chaque Partie Contractante peut prévoir que les dispositions du Chapitre II de la présente Convention s'appliquent *mutatis mutandis* à la livraison et l'hébergement des animaux hors des abattoirs.

CHAPITRE III

Abattage des animaux

Article 12

Les animaux doivent être immobilisés immédiatement avant leur abattage si cela s'avère nécessaire et, sauf exceptions prévues à l'article 17, étourdis selon les procédés appropriés.

Article 13

Dans le cas d'abattage rituel, l'immobilisation des animaux de l'espèce bovine avant abattage, avec un procédé mécanique ayant pour but d'éviter toutes douleurs, souffrances et excitations ainsi que toutes blessures ou contusions aux animaux est obligatoire.

Article 14

Il est interdit d'utiliser des moyens de contention causant des souffrances évitables, de lier les membres postérieurs des animaux ou de les suspendre avant l'étourdissement et, dans le cas d'abattage rituel, avant la fin de la saignée. Toutefois, l'interdiction de suspendre les animaux ne s'applique pas à l'abattage des volailles et des lapins à condition que la suspension précède immédiatement l'étourdissement.

Article 15

Les opérations d'abattage autres que celles visées au paragraphe 2 de l'article 1 ne peuvent être commencées qu'après la mort de l'animal.

Article 16

1. Les procédés d'étourdissement autorisés par les Parties Contractantes doivent plonger l'animal dans un état d'inconscience où il est maintenu jusqu'à l'abattage, lui épargnant en tout état de cause toute souffrance évitable.

2. L'utilisation de la puntilla, de la masse et du merlin est interdite.
3. Pour les solipèdes, ruminants et porcins, les seuls procédés d'étourdissement autorisés sont les suivants :
 - moyens mécaniques par utilisation d'un instrument avec percussion ou perforation au niveau du cerveau ;
 - électronarcose ;
 - anesthésie au gaz.
4. Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article en cas d'abattage d'un animal par l'exploitant pour sa propre consommation à l'endroit où l'animal se trouve.

Article 17

1. Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions relatives à l'étourdissement préalable dans les cas suivants :
 - abattages selon des rites religieux ;
 - abattages d'extrême urgence lorsque l'étourdissement n'est pas possible ;
 - abattages de volailles et de lapins selon des procédés agréés provoquant une mort instantanée des animaux ;
 - mise à mort d'animaux pour des raisons de police sanitaire, si des raisons particulières l'exigent.
2. Toute Partie Contractante qui fera usage des dérogations prévues au paragraphe 1 du présent article devra toutefois veiller à ce que lors de tels abattages ou mises à mort, toute douleur ou souffrance évitable soit épargnée aux animaux.

Article 18

1. Chaque Partie Contractante s'assure de l'aptitude des personnes procédant professionnellement à l'immobilisation, à l'étourdissement et à l'abattage des animaux.
2. Chaque Partie Contractante veille à ce que les instruments, appareils ou installations nécessaires à l'immobilisation des animaux et à leur étourdissement répondent aux exigences de la Convention.

Article 19

Chaque Partie Contractante qui autorise les abattages selon des rites religieux doit s'assurer de l'habilitation des sacrificateurs par des organismes religieux dans la mesure où elle ne délivre pas elle-même les autorisations nécessaires.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Article 20

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à celle de la Communauté Economique Européenne. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de toute Partie signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera après la date visée au paragraphe 2 du présent article, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 21

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

Article 22

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 23

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 24

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à toute Partie Contractante non membre du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 20 et 21 ;
- d. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 ;
- e. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 22 ;
- f. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 23 et de la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this day of May 1979, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le mai 1979, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΠΡΟΣ ΣΦΑΓΗ ΖΩΩΝ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, πού υπογράφουν τὴ Σύμβαση αὐτή, θεωρώντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸ νὰ ἐξασφαλιστεῖ ἡ προστασία τῶν ζώων πού προορίζονται γιὰ σφαγή.

Θεωρώντας ὅτι οἱ μέθοδοι σφαγῆς, πού ἀπαλλάσσουν τὰ ζῶα ἀπὸ τὶς ταλαιπωρίες καὶ τοὺς πόνους, κατὰ τὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, πρέπει νὰ ἔχουν ὁμοιόμορφη ἐφαρμογὴ στὶς χῶρες τους.

Θεωρώντας ὅτι ὁ φόβος, ἡ ἀγωνία, οἱ πόνοι καὶ οἱ ταλαιπωρίες ἐνὸς ζώου κατὰ τὴ σφαγὴ κινδυνεύουν νὰ ἐπηρεάσουν τὴν ποιότητα τοῦ κρέατος, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I.

Γενικὲς Ἀρχές.

Ἄρθρο 1.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ ἐφαρμόζεται στὴ διακίνηση, στὴ στέγαση, στὴν ἀκίνητοποίηση, στὴν ἀναισθητοποίηση καὶ στὴ σφαγὴ τῶν κατοικίδιων ζώων πού ἀνήκουν στὰ ἀκόλουθα εἶδη :

Μόνοπλά, μηρυκαστικά, χοιροειδῆ, κουνέλια καὶ πουλερικά.

2. Κατὰ τὴν ἐννοια τῆς Σύμβασης αὐτῆς ἐννοοῦμε μὲ τοὺς ὄρους :

Σφαγεῖο : Κάθε ἴδρυμα ἢ ἐγκατάσταση ὑπὸ ὑγειονομικοῦ ἐλέγχου, πού ἐπινοήθηκε γιὰ τὴν πραγματοποίηση ἐπαγγελματικῶν δραστηριοτήτων σφαγῆς ζώων, μὲ σκοπὸ τὴν ἀπόκτηση τροφίμων πού προορίζονται γιὰ τὴ δημόσια κατανάλωση, ἢ γιὰ τὴ θανάτωση ζώων γιὰ κάθε ἄλλο λόγο.

Διακίνηση : Ἡ ἐκφόρτωση ἢ ἡ ὀδήγηση ἐνὸς ζώου ἀπὸ τὶς ἀποβάθρες ἐκφόρτωσης ἢ ἀπὸ τοὺς χώρους σταυλισμοῦ ἢ ἀπὸ τοὺς περιβόλους τῶν σφαγείων μέχρι τοὺς χώρους ἢ τὶς θέσεις σφαγῆς.

Διανομὴ : Ἡ κράτηση ἐνὸς ζώου μὲ σκοπὸ τὴν παροχὴ σ' αὐτὸ τῶν ἀπαραίτητων φροντίδων πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγὴ του (πότισμα, τροφή, ἀνάπαυση) στοὺς χώρους σταυλισμοῦ, τοὺς περιβόλους ἢ τοὺς σκεπαστοὺς χώρους τοῦ σφαγείου.

Ἀκίνητοποίηση : Ἡ ἐφαρμογὴ σὲ ἓνα ζῶο κάθε μεθόδου ἢ ὁποῖα εἶναι σύμφωνη μὲ τὶς διατάξεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς ὥστε νὰ περιοριστοῦν οἱ κινήσεις του γιὰ τὴ διευκόλυνση τῆς ἀναισθητοποίησης ἢ τῆς σφαγῆς.

Ἀναισθητοποίηση : Κάθε μέθοδος, σύμφωνη μὲ τὶς διατάξεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἢ ὁποῖα, ὅταν ἐφαρμόζεται σ' ἓνα ζῶο, τὸ βυθίζει σὲ κατάσταση ἀναισθησίας ὅπου διατηρεῖται ἕως ὅτου ἐπέλθει ὁ θάνατος. Κατὰ τὴν ἀναισθητοποίηση πρέπει πάντως νὰ ἀποκλειστεῖ κάθε ταλαιπωρία ἀπὸ τὴν ὁποῖα μποροῦν νὰ ἀπαλλαγοῦν τὰ ζῶα.

Σφαγὴ : Ἡ πράξη τῆς θανάτωσης ζώου, μετὰ ἀπὸ ἀκίνητοποίηση, ἀναισθητοποίηση καὶ ἀφαίμαξη, ἐκτὸς τῶν ἐξαιρέσεων πού προβλέπονται στὸ Κεφάλαιο III τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

Ἄρθρο 2.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παίρνει τὰ κατάλληλα μέτρα ὥστε νὰ ἐξασφαλίζει τὴν πραγματικὴ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

2. Καμία διάταξη τῆς Σύμβασης αὐτῆς δὲν θὰ προσβάλλει τὴ δυνατότητα τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν νὰ υιοθετοῦν πρὸ ἀυστηροῦς κανόνες πού ἔχουν στόχο τὴν προστασία τῶν ζώων.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε ἡ σύλληψη, ἡ κατασκευὴ καὶ ἡ διαμόρφωση τῶν σφαγείων, καθὼς καὶ ἡ λειτουργία τους νὰ ἐξασφαλίζουν τὶς κατάλληλες προϋποθέσεις οἱ ὁποῖες προβλέπονται ἀπὸ τὴ Σύμβαση αὐτὴ, πρὸς ἀποφυγὴ, κατὰ τὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, πρόκλησης διεγέρσεων, πόνων ἢ ταλαιπωριῶν στὰ ζῶα.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε νὰ ἀπαλλάξει τὰ ζῶα, πού θανατώνονται στὰ σφαγεῖα ἢ ἐξω ἀπὸ αὐτά, ἀπὸ κάθε πόνο ἢ ταλαιπωρία πού μπορεῖ νὰ ἀποφευχθεῖ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.

Παράδοση τῶν ζώων στὰ σφαγεῖα καὶ διανομὴ αὐτῶν μέχρι τὴ σφαγὴ τους.

Ἄρθρο 3.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτωθοῦν ὅσο τὸ δυνατό νωρίτερα. Κατὰ τὴ διάρκεια τῆς ἀναμονῆς στὰ μεταφορικὰ μέσα, πρέπει νὰ προφυλάσσονται ἀπὸ ἀκραίες κλιματολογικὲς ἐπιδράσεις καὶ νὰ ἔχουν κατάλληλο ἀερισμὸ.

2. Τὸ προσωπικὸ πού εἶναι ἐντεταλμένο μὲ τὴ διακίνηση καὶ διανομὴ τῶν ζώων πρέπει νὰ ἔχει τὶς ἀπαιτούμενες γνώσεις καὶ ἱκανότητες καὶ νὰ σέβεται τὶς ἀπαιτήσεις πού ἀναφέρονται στὴ Σύμβαση αὐτὴ.

Τμῆμα I.

Διακίνηση τῶν ζώων μέσα στὸν περίβολο τῶν σφαγείων.

Ἄρθρο 4.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται καὶ νὰ διακινουῦνται μὲ προσοχή.

2. Πρέπει νὰ χρησιμοποιεῖται γιὰ τὴν ἐκφόρτωση τῶν ζώων κατάλληλος ἐξοπλισμὸς, ὅπως γέφυρες, καταβαθμοὶ ἢ πεζογέφυρες. Ὁ ἐξοπλισμὸς αὐτὸς πρέπει νὰ εἶναι ἐφοδιασμένος μὲ δάπεδο πού νὰ μὴ γλιστρᾷ καὶ, ἐφόσον χρειάζεται, μὲ πλευρικὴ προστασία. Οἱ γέφυρες, καταβαθμοὶ καὶ πεζογέφυρες πρέπει νὰ ἔχουν ὅσο τὸ δυνατό μικρότερη κλίση.

3. Τὰ ζῶα δὲν πρέπει οὔτε νὰ ἐκφοβίζονται οὔτε νὰ διεγείρονται. Σὲ κάθε περίπτωση πρέπει νὰ λαμβάνεται μέριμνα τὰ ζῶα νὰ μὴ ἀνατρέπονται καὶ νὰ μὴ μποροῦν νὰ πέσουν ἀπὸ τὶς γέφυρες, τοὺς καταβαθμοὺς καὶ τὶς πεζογέφυρες. Ἀπαγορεύεται εἰδικά νὰ ἀνασηκώνονται τὰ ζῶα ἀπὸ τὸ κεφάλι, ἀπὸ τὰ πόδια ἢ ἀπὸ τὴν οὐρὰ μὲ τρόπο πού νὰ τοὺς προκαλεῖ πόνους ἢ ταλαιπωρίες.

4. Ἐὰν ὑπάρχει ἀνάγκη, τὰ ζῶα πρέπει νὰ ὀδηγοῦνται μεμονωμένα· ἐὰν μετακινουῦνται μέσω διαδρόμων, αὐτοὶ πρέπει νὰ εἶναι ἔτσι διαμορφωμένοι πού τὰ ζῶα νὰ μὴν μποροῦν νὰ τραυματισθοῦν.

Άρθρο 5.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ μετακινουῦνται, κἀνοντας χρῆση τῆς ἀγελαίας φύσης των. Τὰ ὄργανα, πού προορίζονται γιὰ νὰ κατευθύνονται τὰ ζῶα, δὲν πρέπει νὰ χρησιμοποιουῦνται παρὰ μόνο γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸν καὶ μόνο γιὰ λίγο χρόνο. Ἀπαγορεύεται εἰδικὰ νὰ χτυπᾶ κανεὶς τὰ ζῶα σὲ μέρη τοῦ σώματος ἰσχυρὰ εὐαίσθητα ἢ νὰ τὰ σπρώχνει ἀγγίζοντας τὰ μέρη αὐτά. Οἱ συσκευές με ἠλεκτρικὴ ἐκκένωση δὲν μπορούν νὰ χρησιμοποιηθοῦν παρὰ μόνο γιὰ τὰ βοοειδῆ καὶ τοὺς χοίρους, με τὸν ὅρο οἱ ἐκκενώσεις νὰ μὴ διαρκοῦν πάνω ἀπὸ δύο δευτερόλεπτα, νὰ μεσολαβεῖ ἀρκετὸ χρονικὸ διάστημα μεταξὺ τους καὶ τὰ ζῶα νὰ διαθέτουν τὸν ἀπαραίτητο χῶρο γιὰ νὰ μετακινήθουν. Οἱ ἐκκενώσεις δὲν πρέπει νὰ γίνονται παρὰ μόνο στοὺς κατάλληλους μῦς.

2. Ἀπαγορεύεται νὰ συνθλίβουν, νὰ τρίβουν ἢ νὰ σπάζουν τὴν οὐρὰ τῶν ζῶων ἢ νὰ τὰ πιάνουν ἀπὸ τὰ μάτια. Τὰ βίαια χτυπήματα, ἰσχυρὰ οἱ κλωτσιές, ἀπαγορεύονται.

3. Τὰ κλουβιά, τὰ καλάθια ἢ τὰ κιβώτια μέσα στὰ ὅποια μεταφέρονται τὰ ζῶα πρέπει νὰ χειρίζονται με προσοχή, ἀπαγορεύεται νὰ πετιοῦνται κατὰ γῆς ἢ νὰ ἀναποδογυρίζονται.

4. Τὰ ζῶα πού παραδίδονται σὲ κλουβιά, καλάθια ἢ κιβώτια, με διάτρητη ἢ εὐκαμπτη βάση, πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται με ἰσχυρὰ ἐπιμέλεια ὥστε νὰ ἀποφεύγεται ὁ τραυματισμὸς τῶν ἄκρων τῶν ζῶων. Σὲ ἀντίθετη περίπτωση, τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται μεμονωμένα.

Άρθρο 6.

1. Τὰ ζῶα δὲν πρέπει νὰ κατευθύνονται πρὸς τοὺς τόπους σφαγῆς παρὰ μόνο ἐὰν πρόκειται νὰ σφαγοῦν ἀμέσως.

2. Ἐὰν τὰ ζῶα δὲν σφαγοῦν ἀμέσως κατὰ τὴν ἀφίξή τους, πρέπει νὰ στεγασθοῦν.

Τμῆμα II.

Στέγαση τῶν ζῶων.

Άρθρο 7.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ προστατεύονται ἀπὸ τὶς δυσμενεῖς μετεωρολογικὲς καὶ κλιματολογικὲς συνθῆκες. Τὰ σφαγεῖα πρέπει νὰ διαθέτουν ἐπαρκεῖς ἐγκαταστάσεις γιὰ τὸν σταυλισμὸ ἢ αὐλισμὸ τῶν ζῶων, οἱ ὁποῖες νὰ προστατεύονται ἀπὸ τὴν κακοκαιρία.

2. Τὸ δάπεδο τῶν χώρων ἐκφόρτωσης, διέλευσης, στάθμευσης ἢ στέγασης τῶν ζῶων δὲν πρέπει νὰ γλιστρᾷ. Πρέπει νὰ μπορεῖ νὰ καθαρίζεται καὶ νὰ ἀπολυμαίνεται καὶ νὰ ἐπιτρέπεται τὴν ὀλοκληρωτικὴ ἐκροή τῶν ὑγρῶν.

3. Τὰ σφαγεῖα πρέπει νὰ ἔχουν σκεπαστοὺς χώρους πού νὰ διαθέτουν μηχανικὰ συστήματα πρόσδεσης με σκαφίδια γιὰ τὸ πότισμα καὶ γιὰ τὴν τροφή τῶν ζῶων.

4. Ἐὰν ζῶα εἶναι ὑποχρεωμένα νὰ διανυκτερεύσουν στὸ σφαγεῖο, πρέπει νὰ στεγασθοῦν καὶ, ἐὰν ὑπάρχει ἀνάγκη, νὰ προσδεθοῦν, τότε τοῦτο γίνεται κατὰ τρόπο πού νὰ τοὺς ἐξασφαλίζει τὴ δυνατότητα νὰ ξεπλώσουν.

5. Τὰ ζῶα τὰ ὅποια ἀπὸ τὴ φύση τους ἐχθρεύονται μετὰξὺ τους λόγω τοῦ εἶδους, τοῦ φύλου, τῆς ἡλικίας ἢ τῆς καταγωγῆς τους πρέπει νὰ χωρίζονται.

6. Ἐὰν τὰ ζῶα ἔχουν μεταφερθεῖ σὲ κλουβιά, καλάθια ἢ κιβώτια πρέπει νὰ σφαγοῦν τὸ συντομώτερο δυνατό, ἐὰν δχι, πρέπει νὰ τοὺς παρασχεθεῖ νερὸ καὶ τροφή, σύμφωνα με τὶς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 8.

7. Ἐὰν τὰ ζῶα ἔχουν ἐκτεθεῖ σὲ ψηλὲς θερμοκρασίες με ὑγρὸ καιρὸ, πρέπει νὰ ληφθεῖ πρόνοια ὥστε νὰ δροισιστοῦν.

8. Ὄταν οἱ κλιματολογικὲς συνθῆκες τὸ ἀπαιτοῦν (παραδείγματος χάρις μεγάλη ὑγρασία, χαμηλὲς θερμοκρασίες), τὰ ζῶα πρέπει νὰ σταυλισθοῦν. Οἱ σταῦλοι πρέπει νὰ ἀερίζονται. Κατὰ τὴ διάρκεια τῆς παροχῆς τροφῆς, οἱ σταῦλοι πρέπει νὰ εἶναι ἀρκετὰ φωτισμένοι.

Τμῆμα III.

Φροντίδες πρὸς τὰ ζῶα.

Άρθρο 8.

1. Πρέπει νὰ ὑπάρχει νερὸ στὴ διάθεση τῶν ζῶων, ἐκτὸς καὶ ἀνὰ αὐτὰ ὀδηγηθοῦν τὸ συντομώτερο δυνατό στοὺς χώρους σφαγῆς.

2. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ταΐζονται καὶ ποτίζονται με μέτρο σὲ κατάλληλα διαστήματα, ἐκτὸς ἀπὸ αὐτὰ τὰ ὅποια θὰ σφαγοῦν μέσα σὲ δώδεκα ὥρες μετὰ τὴν ἀφίξή τους.

3. Ἐὰν τὰ ζῶα δὲν εἶναι δεμένα, πρέπει νὰ διαθέτουν φάτνες πού νὰ τοὺς ἐπιτρέπουν νὰ τραφοῦν ἀνενόχλητα.

Άρθρο 9.

1. Ἡ κατάσταση καὶ ἡ ὑγεία τῶν ζῶων πρέπει νὰ ἐπιθεωρεῖται τὸ λιγότερο κάθε πρωὶ καὶ κάθε βράδυ.

2. Τὰ ζῶα πού εἶναι ἄρρωστα, ἐξασθενημένα ἢ τραυματισμένα, πρέπει νὰ σφάζονται ἀμέσως. Ἐὰν ἡ ἄμεση σφαγή δὲν εἶναι δυνατὴ, τὰ ζῶα πρέπει νὰ χωρίζονται μέχρι νὰ σφαγοῦν.

Τμῆμα IV.

Άλλες διατάξεις.

Άρθρο 10.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ ἐπιτρέψει ἐξαιρέσεις στὶς διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου II τῆς Σύμβασης αὐτῆς ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τάρανδους.

Άρθρο 11.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ προβλέψει ὅτι οἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου II τῆς Σύμβασης αὐτῆς ἐφαρμόζονται κἀνοντας τὶς ἀναγκαῖες μεταβολές (MUTATIS MUTANDIS) στὴν παράδοση καὶ στὴ στέγαση τῶν ζῶων ἐκτὸς τῶν σφαγείων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.

Σφαγή τῶν ζῶων.

Άρθρο 12.

Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἀκίνητοποιηθοῦν ἀμέσως πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγή τους ἐὰν αὐτὸ ἀποδειχθεῖ ἀναγκαῖο καὶ ἐκτὸς ἀπὸ τὶς ἐξαιρέσεις πού προβλέπονται στὸ ἀρθρο 17 νὰ ἀναισθητοποιηθοῦν με τὶς κατάλληλες μεθόδους.

Άρθρο 13.

Στὴν περίπτωση τελετουργικῆς σφαγῆς, εἶναι ὑποχρεωτικὴ ἡ ἀκίνητοποίηση τῶν ζῶων πού ἀνήκουν στὸ εἶδος τῶν βοοειδῶν πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγή με μηχανικὴ μέθοδο πού σκοπὸ ἔχει νὰ ἀπαλλάξει τὰ ζῶα ἀπὸ κάθε πόνου, τλαιπωρία ἢ διέγερση, καθὼς καὶ ἀπὸ κάθε πληγῆ ἢ μωλωτισμὸ.

Άρθρο 14.

Ἀπαγορεύεται ἡ χρησιμοποίηση μέσων συγκράτησης πού προκαλοῦν τλαιπωρίες οἱ ὁποῖες μπορούν νὰ ἀποφευχθοῦν, ἀπαγορεύεται νὰ δένονται τὰ πίσω πόδια τῶν ζῶων, ἢ νὰ κρεμοῦν τὰ ζῶα πρὶν τὴν ἀναισθητοποίηση καὶ, στὴν περίπτωση τελετουργικῆς σφαγῆς, πρὶν τελειώσει ἡ ἀφαίμαξη. Πάντως, ἡ ἀπαγόρευση νὰ κρεμοῦν τὰ ζῶα ζὲν ἐφαρμόζεται στὴ σφαγή τῶν πουλερικῶν καὶ τῶν κουνελιῶν, με τὸν ὅρον ὅμως τὸ κρέμασμα νὰ προηγεῖται ἀμέσως ἀπὸ τὴν ἀναισθητοποίηση.

Άρθρο 15.

Οἱ ἐπιχειρήσεις σφαγῆς ἐκτὸς αὐτῶν πού ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 2 τοῦ ἀρθροῦ 1 δὲν μποροῦν ν' ἀρχίζονται παρὰ μόνο μετὰ τὸ θάνατο τοῦ ζῶου.

Άρθρο 16.

1. Οἱ μέθοδοι ἀναισθητοποίησης πού ἐπιτρέπονται ἀπὸ τὰ

Συμβαλλόμενα Μέρη πρέπει να βυθίζουν το ζώο σε μία κατάσταση άναισθησίας, όπου διατηρείται έως τη σφαγή, απαλλάσσοντας αυτό σε κάθε περίπτωση από κάθε ταλαιπωρία ή όποια μπορεί ν' αποφευχθεί.

2. Απαγορεύεται η χρησιμοποίηση PUNTILLA, σφύρας, και τσεκουριού.

3. Για τα μόνοπλα, τα μηρυκαστικά και χοίρους, οι μόνες μέθοδοι άναισθητοποίησης που επιτρέπονται είναι οι εξής :

— Μηχανικά μέσα με χρησιμοποίηση όργάνου που έπιφέρει χτύπημα ή διάτρηση του έγκεφάλου.

— Ηλεκτρονάρκωση.

— Άναισθησία με άέριο.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να επιτρέψει εξαιρέσεις στις διατάξεις των παραγρ. 2 και 3 του άρθρου αυτού, σε περίπτωση σφαγής ζώου από τον παραγωγό, για την προσωπική του κατανάλωση, στον τόπο όπου βρίσκεται το ζώο.

Άρθρο 17.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να παραχωρήσει εξαιρέσεις στις διατάξεις τις σχετικές με την προηγούμενη άναισθητοποίηση, στις ακόλουθες περιπτώσεις :

— Σφαγές σύμφωνα με θρησκευτικούς θεσμούς.

— Σφαγές έκτακτης ανάγκης, όταν η άναισθητοποίηση δεν είναι δυνατή.

— Σφαγές πουλερικών και κουνελιών σύμφωνα με έγκριμένες μεθόδους που επιφέρουν τον άκαριαίο θάνατο των ζώων.

— Θανάτωση ζώων κατά τη λήψη ύγειονομικών μέτρων, εάν το απαιτούν ειδικοί λόγοι.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που θα χρησιμοποιήσει τις εξαιρέσεις που προβλέπονται στην παρ. 1 του άρθρου αυτού θα πρέπει σε κάθε περίπτωση να φροντίσει ώστε κατά τις σφαγές ή τις θανατώσεις αυτές, να αποφεύγεται στά ζώα κάθε πόνος ή ταλαιπωρία που δεν είναι άπαραίτητες.

Άρθρο 18.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος βεβαιώνεται για την ικανότητα των ατόμων που προβαίνουν επαγγελματικά στην άκινητοποίηση, στην άναισθητοποίηση και στη σφαγή των ζώων.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ώστε τα όργανα, συσκευές, ή έγκαταστάσεις που είναι άπαραίτητα για την άκινητοποίηση των ζώων ή την άναισθητοποίησή τους να άνταποκρίνονται στις άπαιτήσεις της Σύμβασης.

Άρθρο 19.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που επιτρέπει τις σφαγές σύμφωνα με θρησκευτικούς θεσμούς, πρέπει να βεβαιωθεί ότι οι θύτες σφαγής έχουν κριθεί ικανοί για το έργο αυτό από τους θρησκευτικούς οργανισμούς, έφόσον δεν παραχωρεί το ίδιο τις άπαραίτητες άδειες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.

Τελικές Διατάξεις.

Άρθρο 20.

1. Η Σύμβαση αυτή είναι άνοικτη για ύπογραφή από τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Εύρώπης καθώς και τα Κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας. Η Σύμβαση θα επικυρωθεί, θα γίνει άποδεκτη ή θα έγκριθεί. Τα έγγραφα επικύρωσης, άποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης.

2. Η Σύμβαση αυτή θα τεθεί σε ισχύ έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του τέταρτου έγγραφου επικύρωσης, άποδοχής ή έγκρισης ενός Κράτους μέλους του Συμβουλίου της Εύρώπης.

3. Η Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ άπέναντι κάθε μέρους που ύπογράφει, το όποιο θα την επικυρώσει, άποδεχθεί ή έγκρίνει μετά την ημερομηνία που άναφέρεται στην παρ. 2 του άρθρου αυτού, έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του έγγραφου επικύρωσης, άποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 21.

1. Μετά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης αυτής το Συμβούλιο των Ύπουργών του Συμβουλίου της Εύρώπης θα μπορεί να καλέσει, με τις προϋποθέσεις και τους όρους που θα κρίνει κατάλληλους, κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου της Εύρώπης να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση, στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης, έγγραφου προσχώρησης που θα άρχισει να ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσής του.

Άρθρο 22.

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά την ύπογραφή ή κατά την κατάθεση του έγγραφου επικύρωσης, άποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης να ύποδειξει το ή τα έδαφη όπου θα εφαρμοστεί ή Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά την κατάθεση του έγγραφου επικύρωσης, άποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, ή οποιαδήποτε στιγμή άργότερα, να επέκτεινει την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής με δήλωση που άπευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης, σε κάθε άλλη έδαφική έκταση ή όποια ύποδεικνύεται στη δήλωση και της όποιας εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για την όποια είναι άρμόδιο να άναλαμβάνει ύποχρεώσεις.

3. Κάθε δήλωση, που γίνεται με βάση την προηγούμενη παράγραφο, μπορεί να άνακληθεί, όσον άφορά κάθε έδαφική έκταση που άναφέρεται στη δήλωση αυτή, με κοινοποίηση που άπευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η άνάκληση θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 23.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, όσο το άφορά, να καταγγείλει τη Σύμβαση αυτή άπευθύνοντας κοινοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης.

2. Η καταγγελία της Σύμβασης θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 24.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Εύρώπης θα κοινοποιήσει στα Κράτη μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μη μέλος του Συμβουλίου:

α) Κάθε ύπογραφή.

β) Την κατάθεση κάθε έγγραφου επικύρωσης, άποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

γ) Κάθε ημερομηνία θέσης σε ισχύ της Σύμβασης αυτής, σύμφωνα με τα άρθρα 20 και 21 αυτής.

δ) Κάθε δήλωση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγρ. 2 του άρθρου 22.

ε) Κάθε κοινοποίηση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγράφου 3 του άρθρου 22.

ζ) Κάθε κοινοποίηση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 23 και της ημερομηνίας ισχύος της καταγγελίας της Σύμβασης.

Σε πίστωση των άνωτέρω, οι ύπογεγραμμένοι, όπως πρέπει έξουσιοδοτημένοι προς το σκοπό αυτό, ύπογραψαν την Σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο, την 10 Μαΐου 1979, στα Γαλλικά και στα Άγγλικά. Τα δύο κείμενα έχουν την ίδια ισχύ. Έγινε σε ένα αντίτυπο που θα κατατεθεί στα άρχεία του Συμβουλίου της Εύρώπης.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Εύρώπης θα διαβιβάσει άκριβες αντίγραφο σε κάθε ένα από τα Μέρη που έχουν ύπογράψει και προσχωρήσει.

Για την άντιγραφή

Ο Προϊστάμενος του

Τμήματος Νομοπαρασκευαστικού

Ν. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΟΥ

Για τη μετάφραση

I. ΚΑΡΑΒΑΛΑΚΗΣ

Άρθρο δεύτερο.

Με αποφάσεις του Υπουργού Γεωργίας, που δημοσιεύονται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως, όρίζονται τα απαιτήματα συμπληρωματικά μέτρα και οι λεπτομέρειες για την εφαρμογή των Συμβάσεων που κυρώνονται με το νόμο αυτόν καθώς και της Σύμβασης που κυρώθηκε με το Ν. 586/77 «περί κυρώσεως της Ευρωπαϊκής Σύμβασεως προστασίας των ζώων κατά την διάρκεια διεθνούς μεταφοράς αυτών».

Άρθρο τρίτο.

Οι ποινές της παρ. 2 του άρθρου 8 του Ν. 1197/81 «περί προστασίας των ζώων» επιβάλλονται και για παραβάσεις κάθε επιτακτικής ή απαγορευτικής διάταξης του νόμου αυτού και των αποφάσεων που εκδίδονται σε εκτέλεσή του.

Άρθρο τέταρτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει έξι μήνες μετά τη δημοσίευσή του στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 25 Μαΐου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

Ν. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 28 Μαΐου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ν. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

